

qu'au gouvernement de Milan et au cabinet de Turin, et ne furent pas écoutées un seul instant, tant était grand alors l'aveuglement des Italiens!

La réunion de la Haute Italie, c'est-à-dire la formation d'un état comprenant le versant intérieur des Alpes et la vallée du Pô, est une grande pensée politique, une idée toute italienne, mais dont la réalisation doit rencontrer de grands obstacles. La situation de 1848 était une occasion unique qu'il fallait saisir avidement, et pourtant, par une aberration et un égoïsme de parti incroyables, la fusion avait des adversaires acharnés, parce qu'elle avait été mise en avant par le Piémont, et qu'elle devait se faire au profit d'une monarchie. Quand bien même le gouvernement de Charles-Albert aurait été le plus détestable, il n'aurait pas fallu hésiter à se jeter dans les bras de ce prince, du moment qu'il prenait en main la cause de l'indépendance qui ne pouvait être gagnée que par lui. Il n'est pas dans la nature de l'homme d'offrir son appui à son propre détriment; rien donc de plus naturel que les désirs ou, si l'on veut, les exigences de Charles-Albert pour la fusion; car, avec les tendances révolutionnaires d'alors, sa couronne se trouvait fort menacée, s'il laissait le pays libéré s'ériger en république. Les duchés de Parme et de Modène qui avaient chassé leurs souverains, vrais feudataires de l'Autriche et ne se soutenant qu'avec ses soldats, furent les premiers à se réunir au Piémont; leur exemple ne tarda pas à être suivi par la Lombardie, malgré les intrigues de l'Autriche et l'opposition des démagogues et de Mazzini, ce chef si tristement célèbre du mauvais parti italien. L'affaire fut plus lente en Vénétie où la République était établie. Manin se montrait ennemi décidé de la monar-